

nuer le chemin. J'ai payé \$313,000 en or, dont je veux me rembourser. J'ai encore à payer \$13,500, ce qui terminera l'affaire.

J'irai à New-York aussitôt que le contrat sera signé, c'est-à-dire vers le 7 octobre, et je serai heureux de vous y rencontrer.

Tout à vous,

(Signé)

HUGH ALLAN.

G. W. McMullen, Ecr., 553, Washington Street, Chicago.

LETTRE No. 18.

Montréal, 24 octobre 1872.

Mon cher M. McMullen,

Autant que je puis le savoir, aucune action n'a encore été prise par le gouvernement dans l'affaire du chemin de fer du Pacifique. L'opposition d'Ontario aura, je crois, l'effet d'empêcher nos amis américains de participer dans la construction du chemin, et je crois, de plus, que toute cette négociation touche à sa fin.

On ne sait pas encore de quelle façon sera donné le contrat; mais, en tout cas, le gouvernement semble être porté à exiger une déclaration que pas un étranger n'aura, directement ou indirectement, d'intérêt dans cette entreprise. Mais tout est à l'état d'incertitude, et je crois qu'il ne vous est pas nécessaire de visiter maintenant New-York pour cette affaire, jusqu'à ce que vous sachiez quel sera le résultat de tout cela.

Le sentiment public semble être décidé en faveur d'un chemin de fer construit uniquement par des Canadiens.

Tout à vous,

(Signé)

HUGH ALLAN.

G. W. McMullen, Ecr.,
Picton, Ontario.

La réponse suivante a été envoyée à la précédente.

LETTRE No. 19.

Picton, 6 novembre 1872.

MON CHER SIR HUGH,

Depuis la réception de votre lettre, qui m'a beaucoup surpris par son contenu en suivant de si près notre entretien de Montréal et me faisant part du fait que le gouvernement semble s'en tenir avec tant d'instance aux six et aux sept dans toute cette affaire, j'ai fait connaître sa substance à mes amis.

Ils sont désireux de savoir si, après les engagements pris, on finira par donner cette décision qui exclura notre association de la participation à la construction du chemin de fer. Quel que soit l'assaut de paroles, ils ne peuvent guère se former l'idée que vous agiriez en traître vis-à-vis de vos associés financiers en accédant à un arrangement en tout dû à sa suggestion (je veux parler du gouvernement qui vous a d'abord prié d'écrire à Chicago). Qu'il soit obsédé de problèmes politiques, dans quelque mesure que ce soit, je ne pense pas qu'il puisse, en aucune autre matière, se jeter sur les bras une difficulté plus grande que celle qui résultera s'il s'engage dans cette voie. M. Ogden et ses compagnons sont maintenant de retour du Détroit de Puget (Puget Sound); je saisirai la première occasion pour les rencontrer.

J'aimerais à avoir toute information positive possible, et au cas où l'affaire prendrait une tournure telle qu'il sera impossible à notre Association de la conduire soit directement, soit par votre entremise, il serait utile de le savoir. Mais comme le gouvernement ne pourrait pas s'attendre à vous voir entrer dans l'entreprise et d'abandonner entièrement les autres, je pensais que vous pourriez régler les choses, comme nous en avons parlé